

**ARRETE DE VOIRIE**

Le Maire d'Arradon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2-1°, L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment ses articles L.411-1 et suivants et R.411-1 et suivants,

Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité, de réglementer la circulation des véhicules sur certaines voies ouvertes à la circulation,

**ARRETE**

**Article 1** : La circulation est réglementée de la manière suivante :

Lieu : Rue François Jarlegan

Demandeur : DEHE TP

Événement : Travaux sur les réseaux

Réglementation du 07 au 22/12/2023 : Route barrée sauf riverains (en dehors des horaires de chantier), services et secours

Déviations par la route de la Pointe et la rue Saint Vincent Ferrier

Réglementation du 22/12/2023 au 31/01/2024 : Chaussée rétrécie – Alternat par panneaux

**Article 2** : Cet arrêté prend effet à dater de l'accomplissement des formalités de publicité, notamment la mise en place de la signalisation appropriée par le demandeur, sous le contrôle des services techniques municipaux.

**Article 3** : L'entreprise est responsable de la mise en place de la signalisation, de sa conformité aux règles prévues par le Code de la Route et de son maintien jusqu'à la fin des travaux. En matière de stationnement, la signalisation sera apposée au moins 24 heures avant le début de l'installation du chantier.

**Article 4** : Le commandant de la brigade de gendarmerie de Vannes, la police municipale, les services concernés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de cet arrêté. Une copie en est adressée au :

- Commandant de gendarmerie de la brigade de Vannes
- Centre de secours principal
- Service administratif pour affichage et insertion dans le recueil des actes administratifs
- Service de police municipale
- Service technique municipal
- Demandeur

A Arradon, le 30 novembre 2023

**Le Maire,**

**Pascal BARRET**



Le Maire :  
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.